

ACELEM
12, Avenue Edouard Vaillant,
13003 MARSEILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale ordinaire en date du 8 juin 2021, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ACELEM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 4 mars 2024.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATION DU RAPPORT MORAL ET FINANCIER

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Directoire sur sa gestion et sur la situation morale et financière de l'association et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport moral.

5. INFORMATIONS RESULTANT D'AUTRES OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Signé électroniquement le 09/04/2024 par
Mathieu Lucchesi

Marseille, le 9 avril 2024,

SARL LUCCHESI & Associés
Mathieu LUCCHESI
COMMISSAIRE AUX COMPTES
Inscrit près la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence

Acte conforme de
10/04/2024
Le président
H. Ktebouch

ACELEM
12, Avenue Edouard Vaillant,
13003 MARSEILLE

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'assemblée générale,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre Association, je vous présente mon rapport spécial sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Je n'ai été avisé d'aucune convention réglementée sur l'exercice clos au 31/12/2023

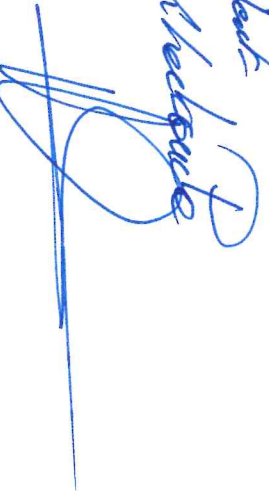
Signé électroniquement le 09/04/2024 par
Mathieu Lucchesi

Marseille, le 9 avril 2024,



SARL LUCCHESI & Associés
Mathieu LUCCHESI
COMMISSAIRE AUX COMPTES
Inscrit près la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence

*Certifié conforme
le 10/04/2024
le Président
M. Mouton*



*Certifié conforme
le 10/04/2024
le Trésorier
N. CIEGUE GNE*



Bilan Actif

31/12/2023			31/12/2022		
Brut	Amort. et Dépréc.	Net			Net

Capital souscrit non appelé		(1)			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement					
Frais de développement					
Concessions brevets droits similaires		4 053		1 580	
Fonds commercial (1)					
Autres immobilisations incorporelles				2 473	
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, mat. et outillage indus.		206 805		1 70 498	
Autres immobilisations corporelles				36 308	
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.		168		168	
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
TOTAL (II)		211 026		172 077	
38 948				17 422	
STOCKS ET EN-COURS					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et Acomptes versés sur commandes					
CREANCES (3)					
Créances clients et comptes rattachés		58 836		58 836	
Autres créances		78 080		78 080	
Capital souscrit appelé, non versé		331 622		331 622	
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBLES					
Charges constatées d'avance					
TOTAL (III)		468 538		468 538	
492 979					
COMPTES DE REGULARISATION					
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)					
Primes de remboursement des obligations (V)					
Ecart de conversion actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I à VI)		679 564		172 077	
507 486				510 407	

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

Capitaux Propres			
Capital social ou individuel Primes d'émission, de fusion, d'apport ... Ecart de réévaluation			
RESERVES			
Réserve légale Réserves statutaires ou contractuelles Réserves réglementées Autres réserves		280 225	262 523
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		11 830	17 701
Subventions d'investissement Provisions réglementées		34 234	37 175
Total des capitaux propres		326 288	317 400
Autres fonds propres			
Produits des émissions de titres participatifs Avances conditionnées			
Total des autres fonds propres			
Provisions			
Provisions pour risques Provisions pour charges			20 000
Total des provisions			20 000
DETTES (1)			
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2) Emprunts et dettes financières divers (3) Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales		13 046 79 548	14 268 90 852
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes			3 762
Produits constatés d'avance (1)		88 604	64 125
Total des dettes		181 198	173 007
Ecart de conversion passif			
TOTAL PASSIF		507 486	510 407
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		11 830,07	17 701,48
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		181 198	173 007
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
(3) Dont emprunts participatifs			

Certifié conforme le 10/04/2024
Le président M. MARIANOUCHE
Certifié conforme le 10/04/2024
Le trésorier, N. CEE GUEGNE

Compte de Résultat

Compte de Résultat		31/12/2023		31/12/2022		
		12 mois	%C.A.	12 mois	%C.A.	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises					
	Production vendue (Biens)					
	Production vendue (Services et Travaux)	8 753	100,00	2 500	100,00	
	Montant net du chiffre d'affaires	8 753	100,00	2 500	100,00	
	Production stockée					
CHARGES D'EXPLOITATION	Production immobilisée	729 480	N/S	684 608	N/S	
	Subventions d'exploitation	36 476	416,71	7 156	286,26	
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	132 383	N/S	142 973	N/S	
	Autres produits					
	Total des produits d'exploitation	907 092	N/S	837 237	N/S	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises					
	Variation de stock					
	Achats de matières et autres approvisionnements					
	Variation de stock	122 177	N/S	103 095	N/S	
	Autres achats et charges externes	22 026	251,63	16 249	649,97	
CHARGES D'EXPLOITATION	Impôts, taxes et versements assimilés	600 171	N/S	556 267	N/S	
	Salaires et traitements	150 112	N/S	133 159	N/S	
	Charges sociales du personnel					
	Cotisations personnelles de l'exploitant	4 697	53,66	16 505	660,20	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	852	9,74	19	0,77	
CHARGES D'EXPLOITATION	Autres charges					
	Total des charges d'exploitation	900 036	N/S	825 295	N/S	
	RESULTAT D'EXPLOITATION	7 056	80,61	11 942	477,69	
	PRODUITS FINANCIERS	Bénéfice attribué ou perte transférée				
		Perte supportée ou bénéfice transféré				
De participations (3)						
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		2 081	23,78	1 069	42,74	
Autres intérêts et produits assimilés (3)						
CHARGES FINANCIERES	Reprises sur provisions et dépréciations et transfert de charges					
	Différences positives de change					
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
	Total des produits financiers	2 081	23,78	1 069	42,74	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions					
CHARGES FINANCIERES	Intérêts et charges assimilées (4)	(1)	-0,01			
	Différences négatives de change					
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
	Total des charges financières	(1)	-0,01			
	RESULTAT FINANCIER	2 082	23,79	1 069	42,74	
CHARGES FINANCIERES	RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	9 138	104,40	13 011	520,44	
	Total des produits exceptionnels	2 942	33,61	5 184	207,36	
	Total des charges exceptionnelles	250	2,86	494	19,74	
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	2 692	30,75	4 691	187,62	
	PARTICIPATION DES SALARIES					
CHARGES FINANCIERES	IMPOTS SUR LES BENEFICES					
	TOTAL DES PRODUITS	912 115	N/S	843 490	N/S	
	TOTAL DES CHARGES	900 285	N/S	825 788	N/S	
	RESULTAT DE L'EXERCICE	11 830	135,15	17 701	708,06	

Ce compte conforme à l'ordonnance n° 2023-034
de l'Assemblée Générale du 14 Mars 2024

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **507 486** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **912 115** euros et un total **charges** de **900 285** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **11 830** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les Valeurs Mobilières de Placement sont valorisées en comptabilité au coût historique selon la méthode "Premier Entré-Premier Sorti"

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Subventions

Les subventions d'investissement reçues sont amorties au rythme des immobilisations qu'elles ont financées.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les subventions d'exploitation sont affectées aux actions financées (centres de lecture ou actions hors les murs). De fait, les subventions notifiées et rattachées à des actions à mener partiellement ou totalement sur l'exercice suivant font l'objet d'une inscription au poste "produits constatés d'avance".

Le montant des produits constatés d'avance s'élève au **31/12/2023** à : **88 604 €**.

30 ans de L'ACELEM

En 2023, L'ACELEM a fêté 30 ans d'existence, il a été convenu dès l'année 2021 de constater une provision pour charges à hauteur de 10 k€ annuel lors des exercices comptables 2021 et 2022. Le total doté s'élèverait à 20 k€ au 31/12/2022 et a fait l'objet d'une reprise (produit comptable) courant 2023.

Les 10 k€ supplémentaires correspondaient à des dépenses significatives liées à cet événement (communication, montage vidéo etc.) qui ont l'objet de la comptabilisation de charges constatées d'avance à hauteur de 10 k€ au 31/12/2022. Cette écriture bilantielle a été extournée courant 2023.

Le total des dépenses propre à la réception de cet événement a atteint 31 990€ en 2023.

Rémunération des dirigeants

*Rémunération des administrateurs et cadres : Loi 2006-586 du 23 mai 2006 Article 20. Les administrateurs sont tous bénévoles et donc non rémunérés

*La rémunération brute des organes de direction salariés s'élève à 54 377 € au titre de l'exercice clos le **31/12/2023**

Engagements de retraite

L'Association a souscrit en 2017 un contrat destiné à financer les Indemnités de Fin de Carrière auprès de la Compagnie AG2R LA MONDIALE.

Le montant de l'épargne acquise au **31/12/2023** et de 88 537 €.

Les versements sont planifiés de manière à constituer une épargne suffisante afin de couvrir les IFC à venir, selon l'échéancier établi lors de la souscription du contrat.
La prochaine échéance est en 2024.

Le passif social a été évalué à 198 072 € à la clôture de l'exercice.